



MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Jean-Yves Le Drian,

Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères

3^{ème} Assemblée générale de l'Alliance Sahel

Madrid, le lundi 4 avril 2022

Seul le prononcé fait foi

Madame la Commissaire Urpilainen,
Monsieur le Ministre Albares, qui nous accueillez à Madrid,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

1/ Près de cinq ans ont passé depuis le lancement de notre Alliance – cinq années d’engagement et d’action, pour lesquelles je veux tous vous remercier. Et notre mobilisation collective demeure d’autant plus nécessaire que nous sommes aujourd’hui confrontés à une nouvelle donne au Sahel.

a/ D’abord, parce que la menace évolue. Contraints à un changement stratégie par la pression militaire de notre *Coalition*, les groupes armés terroristes s’emploient désormais à envenimer les **tensions communautaires** et à porter leur projet de déstabilisation et de chaos vers le **Golfe de Guinée.**

b/ Ensuite, parce que le contexte politique a changé. Lancée dans sa fuite en avant, **la junte au pouvoir à Bamako a choisi de rompre avec la communauté internationale et de placer le destin du Mali entre les mains des miliciens du groupe Wagner**, au mépris de la souveraineté de *l’Etat* malien comme des libertés et de la sécurité du *peuple* malien. En outre, les derniers mois ont été marqués par d’importantes évolutions politiques au sein du G5 Sahel, liées à la mise en place de régimes de transition au Tchad, suite au décès du Président

Idriss Déby Itno, et au Burkina Faso, suite au coup d'Etat du 23 janvier dernier.

c/ Enfin, parce que la situation humanitaire s'est dégradée, sous l'effet conjugué de la crise climatique et de la crise pandémique. Et parce qu'elle risque de se dégrader encore dans les prochains mois, en raison de la guerre de Vladimir Poutine contre l'Ukraine, qui ravive le spectre d'une **crise alimentaire mondiale.**

2/ C'est pourquoi les acteurs engagés pour la paix et la stabilité au Sahel – au nombre desquels les Européens sont toujours aussi fiers de compter – ont été amenés à prendre d'importantes décisions collectives.

a/ Le 17 février dernier, la France, le Canada et les Etats européens opérant aux côtés de *Barkhane* et au sein de la taskforce *Takuba* ont décidé d'un retrait coordonné de leurs moyens militaires du territoire malien qui ouvre la voie à une réarticulation du dispositif international de coopération militaire dans la région. Prise en concertation avec les pays sahéliens, les autres pays de la région et les partenaires internationaux du Mali, cette décision répond tout à la fois à l'évolution de la menace terroriste et à la rupture du cadre partenariat qui nous permettait d'agir aux côtés du Mali. **Elle nous permet de rester engagés au Sahel, au plus près des besoins de nos partenaires locaux, pour continuer à faire la différence sur le terrain.**

b/ Alors que près de 7 millions de Sahéliennes et de Sahéliens se trouvent aujourd’hui déjà en situation de crise alimentaire, la France avec ses partenaires du G7, de l’Union africaine et du Programme alimentaire mondial a lancé l’initiative FARM, qui vise à prévenir le risque de catastrophe alimentaire que le comportement irresponsable de la Russie fait peser sur le Sahel, comme d’ailleurs sur d’autres régions d’Afrique et du Moyen-Orient.

- En rendant de la **fluidité** aux marchés agricoles.
- En organisant la **solidarité** avec les pays les plus exposés.
- Et donnant un nouvel élan à l’impératif de **développement rural**.
A travers, notamment, le projet emblématique de la **Grande muraille verte**.

Ces enjeux majeurs seront au cœur des discussions qui se tiendront à Paris le 6 avril prochain, à l’initiative de l’Union européenne et de l’OCDE, sur les crises alimentaires et nutritionnelles dans les régions du Sahel et du Lac Tchad.

3/ Face à cette nouvelle donne et dans cette réorientation de nos efforts collectifs, ma conviction – mes chers amis – est que l’Alliance Sahel a un rôle déterminant à jouer.

a/ Car beaucoup reste à faire pour aller au bout du « sursaut civil » dont le Sommet de Ndjamen a acté la nécessité l’an dernier. En

particulier dans la **Zone des trois frontières**, où l'urgence est au retour des services de base.

- La France apportera donc **son soutien à la Facilité G5 Sahel développée par l'Allemagne** [à hauteur de 5M€].
- Mais je veux aussi rappeler que notre mobilisation ne saurait porter ses fruits que **si les Etats assument toutes leurs responsabilités et toutes leurs prérogatives**. Personne ne peut mener cet effort de reconquête à leur place. Les **progrès** accomplis dans le Hodh El Chargui en Mauritanie ou dans la région de Tillabéry au Niger montrent ce qui est possible, quand la **volonté politique** est au rendez-vous.

b/ Forts de l'expérience acquise depuis 2017, nous devons aussi être en première ligne dans l'adaptation du dispositif de solidarité internationale à l'évolution géographique de la menace.

- Nous devons, en particulier, accompagner les **territoires vulnérables du Sud Sahel** dans une logique de prévention et d'endiguement, en étroite concertation avec les pays concernés.
- Mais aussi **étendre le champ de l'approche territoriale intégrée** à l'est du Sénégal et aux septentrions du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo, en nous appuyant sur les stratégies déjà établies par ces pays.

c/ Notre Alliance doit enfin contribuer au processus de révision de la Feuille de route de la Coalition qui s'est engagé autour des Etats

du Sahel. Nous aurons un nouveau rendez-vous au mois de juin prochain pour endosser cette feuille de route révisée.

La **protection des populations civiles** est désormais – Mesdames et Messieurs – le cœur de la stratégie internationale face à la menace terroriste qui pèse sur l’Afrique de l’Ouest. **Notre engagement est donc plus nécessaire que jamais.** Je vous remercie.